

FLN : EN L'ABSENCE DE AMMAR SAÂDANI

Deux activités pour ne pas rater la rentrée

Contrairement à pratiquement tous les autres partis, c'est en l'absence de son premier responsable, son secrétaire général Ammar Saâdani, que le Front de libération nationale a fait sa rentrée politique, hier. Un ancien ministre, Djamel Ould Abbès, et un ministre en exercice, Abdesselam Chelghoum, ont en effet animé, chacun, une activité au siège du parti à Hydra, histoire de donner «une présence physique» au parti majoritaire en ce début septembre.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Ainsi, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdesselam Chelghoum, inaugurerait cette rentrée en procédant à l'installation officielle de «la commission nationale de réflexion et de prospective» du parti. Introduite dans l'organigramme du FLN depuis le 10^e congrès, cette commission d'élite, composée de hauts cadres du parti et même de l'Etat, se veut une sorte de «boîte à idées». De même qu'un tremplin pour une bonne partie de cadres, notamment en cette année électorale.

Présidée par le ministre de l'Agriculture, Abdesselam Chelghoum, elle est composée d'une pléiade de hauts responsables dont pas moins de quatre autres ministres en exercice : la ministre des Relations avec le Parlement, Ghania Idalia, la ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Imane Houda Feraoun, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar. Cela, sans compter plusieurs autres anciens ministres comme Hachemi Djar ou Abdelkader Khomri.

Cette commission, de par sa nature et sa composante, devrait,

entre autres, fournir les grands axes du prochain programme électoral du parti pour les prochaines élections législatives et locales.

S'agissant, par ailleurs, de la deuxième activité qu'a eu à abriter le siège du FLN hier, elle consistait en une présentation, par l'ancien ministre de la Santé et actuel vice-président du Sénat et membre du bureau politique, Djamel Ould

Abbès, de son nouvel ouvrage intitulé : «La nouvelle Constitution : un visa pour l'avenir».

Djamel Ould Abbès, qui a eu à présider la commission parlementaire mixte élargie, à l'occasion de la dernière révision de la Constitution, du 7 février 2016, propose, à travers cet ouvrage, une sorte de résumé des différentes étapes et le cheminement pris par cette révision et ce, depuis son annonce par Abdelaziz Bouteflika en 1999 !

Quoi qu'il en soit, il s'agissait, en somme, hier au FLN, de compenser l'absence qui dure encore de Ammar Saâdani dont le retour sur scène est attendu par tous les observateurs, y compris dans son propre entourage.

K. A.



Photo : Samir Sid

Le siège du FLN à Hydra.

ISLAH

Benghabrit hante toujours le parti

Les islamistes ne comptent, décidément, pour rien au monde lâcher la ministre de l'Education nationale.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le secrétaire général du mouvement Islah réédite, en effet, ses attaques contre Nouria Benghabrit, l'accusant, cette fois-ci, de «ghabriniser et de «rémanouniser» le système éducatif national. Un projet «authentique» tranché pourtant, soutenait, hier samedi, Fillali Ghouini à son allocution d'ouverture d'une réunion du bureau de la wilaya d'Alger, par la déclaration du 1^{er} Novembre 1954



Photo : NewPress

Fillali Ghouini, SG d'Islah.

que l'on s'évertue, selon lui, à «travestir».

Avertissant que son mouvement sera là à veiller sur cette «constante intouchable», le secrétaire général du mouvement Islah revendiquera la mise sur pied d'un conseil de l'éducation constitué des hauts cadres, professeurs et autres pédagogues et spécialistes du domaine.

Traitant de la rentrée sociale, Ghouini avertira du risque que la batterie de mesures prises pour certaines et envisagées pour d'autres par le gouvernement «n'enflamment le front social» dont seul l'équipage à Sellal por-

tera la responsabilité. Mettant en cause la représentativité de l'UGTA dans la Fonction publique et, partant, celle de la tripartite, le secrétaire général du mouvement Islah invitera le gouvernement à associer les syndicats autonomes à la prise de décision «souverainement» au lieu de céder aux pressions internationales et adopter des décisions «remettant en cause bien d'acquis à l'image de la retraite anticipée ou encore les diverses mesures d'austérité faites de taxes et charges envisagées dans le cadre du projet de finances pour l'année 2017.

M. K.

LE RCD ET LES MESURES DU GOUVERNEMENT

Des solutions de «replâtrage»

Le RCD ne lésine aucunement sur les qualificatifs quand il s'agit de juger de l'action de l'exécutif gouvernemental. Pour lui, les mesures annoncées et celles envisagées à l'orée de la rentrée sociale, ne sont que des solutions de «replâtrage de conjoncture», dictées qu'elles sont par des «urgences».

De ce fait, estime le secrétariat national du parti, réuni en session mensuelle ordinaire avant-hier, ces mesures envisagées ne peuvent enclencher une politique de développement créatrice de richesses comme le claironne l'équipage à Sellal. Car, explique-t-il, «la conformité fiscale ou l'emprunt obligataire ne peuvent être des solutions en soi», l'intégration de l'informel dans la sphère légale, «à supposer que la volonté de le faire existe, implique un projet graduel et à long terme qui s'insère dans un nouveau climat économique».

Et à l'exécutif du RCD de relever «les risques de dévaluations importants» en ce qui concerne l'emprunt obligataire d'autant, ajoute-t-il, que «les liquidités espérées sont destinées aux dépenses de fonctionnement, exprimant ses craintes que le

recours à l'endettement extérieur envisagé dans la nouvelle loi des finances par le biais des entreprises publiques sous l'artifice de financements de projets «risque de se transformer à un retour pur et simple à l'endettement».

Et de se vouloir plus explicite estimant que «demander à des entreprises, fortement déstructurées et vivant d'assainissement à répétition, d'honorer des échéances de court terme qu'elles auraient dans ce cadre contractées auprès d'institutions financières internationales est une gageure, la garantie de l'Etat risque de rentrer dans le jeu dans la majeure partie des cas».

Pour le RCD, ces mesures ne sont que des «artifices qui ne peuvent cacher un environnement économique dominé par la corruption, le captage de la commande publique par les clien-



Photo : Samir Sid

Le parti de Mohcine Belabbès très critique envers le gouvernement.

tèles du régime, les contraintes administratives et une justice aux ordres». Soit le parfait «contraire d'un climat propice à l'investissement, la prise de risques et la création de richesses».

Et d'illustrer son constat par «le traitement réservé par les pouvoirs publics aux accusations graves des sportifs qui ont participé aux Jeux olympiques de Rio et le dépeçage du parc Dounia au profit de privilégiés en place

au lieu d'un site qui devait être aménagé et servir de poumon pour la capitale». Dans le premier cas, l'attitude des pouvoirs publics est, selon le RCD, «sidérante tant il fallait soit ouvrir une enquête soit ester en justice les auteurs de ces accusations infondées».

Dans le second cas, l'abandon du projet initial et les incessants changements de tutelle ont «exacerbé les convoitises et le

détournement du parc des Grands Vents de sa vocation initiale», dénonçant, fort-à-propos, «la soumission de l'appareil judiciaire aux desideratas des chapelles de l'exécutif gangrenant l'ensemble de la vie publique».

Pour le RCD, le gouvernement aurait été mieux inspiré d'engager le «dialogue le plus large avec l'ensemble des partenaires sociaux représentatifs du monde du travail et des employeurs pour décider de mesures à prendre pour affronter la nouvelle conjoncture» au lieu de «remettre en cause unilatéralement le dispositif de la retraite anticipée et la poursuite des subventions sans ciblage».

Le parti qui rappelle qu'il a eu à s'exprimer sur le droit au départ à la retraite après l'accomplissement des années légales de travail, considère que «le problème des caisses sociales doit être traité dans la transparence avec l'ensemble des partenaires sociaux avant de le faire aboutir comme projet de loi devant l'APN».

M. K.